



N° 02259 du Jeudi 21 Octobre 2021

10^{ème} année 400 FCFA

LECONOMIE

Quotidien

www.leconomie.cm

L'Economie Media Group Tel : (237) 222 23 40 43 Directeur de la publication : **Thierry EKOUTI**

ENVIRONNEMENT

La perte du couvert forestier s'accélère



◆ Suivant l'Union européenne, le Cameroun perd chaque année 3 fois la surface de sa capitale Yaoundé (183 km²) en forêt. **Page 3**

RÉGLEMENTATION DES CHANGES

Les sociétés extractives appelées à se conformer dès janvier 2022

Page 6

INITIATIVE

Un hymne pour sensibiliser sur la cybersécurité



P-4

COMPÉTITION

Energy Clever représentera le Cameroun à la finale de l'EDF Pulse Africa à Paris

P-4

EVÈNEMENT

Le Forum Africain des Ports 2021 s'ouvre ce jour à Douala



P-2

Le Forum Africain des Ports 2021 s'ouvre ce jour à Douala

Après Djibouti et le Maroc, le Forum Africain des Ports (FAP) 2021 s'invite au Cameroun les 21 et 22 octobre 2021 dans la capitale politique. Une édition inédite qui va ouvrir un débat prospectif sur le rôle évolutif des ports africains dans la mise en œuvre et la concrétisation de la zone de libre-échange continentale, entrée en vigueur en janvier 2021.

Une mission économique industrielle brésilienne annoncée au Cameroun

L'Agence de promotion des investissements (API) informe les opérateurs économiques nationaux qu'une mission économique industrielle brésilienne séjournera au Cameroun à Yaoundé et Douala du 23 au 30 octobre 2021. A cette occasion il est prévu des rencontres d'affaires B2B, B2C et B2G dont les centres

d'intérêts sont l'énergie, le recyclage des déchets plastiques, l'agro-industrie, la production de calcaire et de fertilisants, la production des semences et engrais, biotechnologie, distribution des bus, les BTP et les équipements médicaux.

Louis Eboupeke, Directeur général de l'APN effectue sa première visite au PAD

C'est sa première visite au Port autonome de Douala depuis qu'il est à la tête de l'Autorité portuaire nationale. Depuis hier et jusqu'au 23 octobre prochain, Louis Eboupeke séjournera dans la capitale économique du pays, en vue d'apprécier les projets engagés par le PAD. Pour sa première journée, le visiteur a eu droit à des projections de vidéos afin d'être mieux édifié sur les activités et les chantiers de rénovation, modernisation et de développement.

Le Mintoul et la société Pneupur ensemble pour promouvoir le tourisme interne

Une concertation entre les parties s'est tenue à cet effet, hier 20 octobre 2021 à Yaoundé. Le but était de réfléchir sur « les voies et moyens efficaces pouvant aboutir à la signature d'une convention de partenariat entre le ministère du tourisme et la société Pneupur ». Concrètement, il est question de promouvoir le tourisme interne à travers la construction d'infrastructures de tourisme et des loisirs par l'entreprise Pneupur fondée par le consortium Belibi&Partners.

African Guarantee Fund accorde une garantie de 14,13 milliards pour les PME

L'African Guarantee Fund a accordé une garantie de prêt et une subvention d'un total de 14,13 milliards FCFA à la structure Oikrocredit pour faciliter l'accès au crédit des PME à travers l'Afrique. Cette garantie permettra à la structure néerlandaise d'augmenter ses prêts aux PME et microfinance, mais également d'accompagner les entreprises et coopératives opérant dans les secteurs agricoles et de l'énergie renouvelables.

Schoollife
La plateforme de gestion scolaire

Votre version mobile !

- 1) Téléchargez **schoollife** mobile sur Play store ou Appel store
- 2) Entrez le login et mot de passe, ceux remis à l'établissement
- 3) Choisissez l'établissement et l'année scolaire...

www.fagiciel.com Tél: (+237) 22 22 30 801

FAGICIEL

ENVIRONNEMENT

La perte du couvert forestier s'accélère

Suivant l'Union européenne, le Cameroun perd chaque année 3 fois la surface de sa capitale Yaoundé (183 km²) en forêt.

La perte du couvert forestier s'accélère au Cameroun depuis plus de 10 ans et accroît l'impact du changement climatique sur la biodiversité, les activités socio-économiques et les populations. C'est du moins ce qu'a révélé la Délégation de l'Union européenne (UE) au Cameroun sur sa page facebook le 11 octobre 2021. Dans un autre post du 13 octobre, l'Union européenne souligne qu'on estime que le Cameroun perd chaque année 3 fois la surface de sa capitale Yaoundé (183 km²) en forêt. Face à cette situation, l'UE souligne que le reboisement est l'une des solutions les plus évidentes pour restaurer les écosystèmes, capturer le carbone, et améliorer les revenus des communautés locales.

C'est ainsi que l'UE et l'Association des Communes forestières du Cameroun ont reboisé et réhabilité plus de 2300 hectares de terrain dans 7 régions du pays. Les espèces d'arbres « apportant la meilleure valeur ajoutée économique et écologique ont été sélectionnés ». Cette initiative a ainsi permis de



créé 3000 emplois permanents et saisonniers, dont plus de 80% pour des femmes. « A l'écoute des communautés, nous avons créé les conditions d'un développement local inclusif qui tient compte de l'urgence climatique. La bonne gestion des forêts du Bassin du Congo, deuxième plus grand massif forestier tropical au monde, représente un enjeu global majeur dans la lutte contre le changement climatique. Pour cela, connaître l'état des aires protégées et des forêts permet aux

C'est ainsi que l'UE et l'Association des Communes forestières du Cameroun ont reboisé et réhabilité plus de 2300 hectares de terrain dans 7 régions du pays.

décideurs de prendre en compte le changement climatique dans les politiques publiques » argumente l'UE.

Elle soutient l'Observatoire des forêts d'Afrique Centrale (OFAC) une cellule spécialisée de la Comifac qui met à disposition des données régulières et complètes pour une meilleure gouvernance et une gestion durable des ressources naturelles.

Hervé Fopa Fogang

CEMAC

Le Cameroun, mauvais élève en matière de protection de la biodiversité

L'Indice de performance environnementale (IPE) rendu public par les chercheurs des universités de Yale et Columbia pour l'année 2020 a été publié en juin de l'année dernière. La position du Cameroun pour cet indice qui analyse les politiques environnementales dans le monde n'est pas très reluisante. Selon le classement, le Cameroun occupe la 5ème place sur les 6 pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et classé 139ème mondial. Pourtant, le ministère de l'Environnement et la protection de la nature et du développement durable (Minepded) a implémenté plusieurs programmes dans la protection de l'environnement.

Au niveau africain, les Seychelles (38ème mondial), le Tunisie (71ème), le Gabon (76ème), Maurice (82ème) et l'Algérie (84ème) occupent respectivement les cinq premières places. Malgré des climats difficiles, la palme d'or revient selon le classement aux pays

de l'Afrique du Nord, tandis que les mauvais élèves du continent sont la Côte d'Ivoire (49ème africain et 176ème mondial), la Sierra Leone (50ème africain et 177ème mondial) et le Libéria (51ème africain et 180ème mondial).

Le Cameroun paie ainsi des mauvaises politiques en matière de gestion des forêts, notamment leur surexploitation et les récoltes démesurées de bois de chauffe. Il faut préciser que le ramassage du bois pour le chauffage et la cuisine pour en faire du charbon est un phénomène particulier à l'Afrique, où le bois satisfait environ 70 % des besoins énergétiques des habitants, taux nettement supérieur à celui du reste du monde. Selon les données de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), plus de 70 millions d'autochtones environ dépendent presque entièrement de la forêt pour subsister.

Dans le livre intitulé « Gestion durable des forêts et de la faune sauvage en Afrique : Améliorer la valeur, les avantages et les ser-



Au niveau africain, les Seychelles (38ème mondial), le Tunisie (71ème), le Gabon (76ème), Maurice (82ème) et l'Algérie (84ème) occupent respectivement les cinq premières places.

vices », l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indique qu'à l'échelle globale, l'épuisement des ressources du couvert forestier de 13 millions d'hectares chaque année, dépasse les 5,7 millions d'hectares de reboisement annuel.

Jean Daniel Obama

INITIATIVE

Un hymne pour sensibiliser sur la cybersécurité

La chanson composée par Ateh Bazore a été présentée à Yaoundé le 19 octobre 2021.

Si les mots ne suffisent pas, autant ajouter le rythme. Une vaste campagne sur la culture de la cybersécurité a été lancée le 12 août 2020 à l'initiative du ministère des Postes et Télécommunications. La campagne s'adresse donc à tous les usagers, internautes ou non, personnes physiques comme personnes morales ; aux médias, aux milieux économiques, aux pouvoirs publics.

Au cours de la première année, plusieurs rencontres et fora se sont tenus avec les administrations, les entreprises, les experts et la société civile, afin d'intégrer toutes les composantes sociétales dans la coalition nationale pour la cybersécurité au Cameroun. Par ailleurs, pour favoriser un relais plus efficace des actions menées dans le cadre de la Campagne, le Minpostel a jugé opportun de s'appuyer sur des figures et des personnalités d'excellente réputation, en vue de contribuer à porter auprès des publics, les messages clés de la campagne pour la cybersécurité, ceux-ci sont les « Ambassadeurs de bonne volonté ».



C'est d'ailleurs l'un d'eux qui a composé l'hymne de sensibilisation sur la cybersécurité. Cette chanson, dont le titre est « Stop Cybercrime » est selon Minette Libom LI Likeng, « un chant de ralliement, appelé à devenir un marqueur important des évolutions de la Campagne que nous menons, contre la cybercriminalité et l'utilisation malveillante des réseaux sociaux ». La mélodie a pour but de « convaincre le public d'adhérer à cette cause, en révélant les réalités, en dénonçant des maux et en transmettant un message d'espoir », explique le ministre chargé des télécommunications.

Un chant de ralliement, appelé à devenir un marqueur important des évolutions de la Campagne que nous menons, contre la cybercriminalité et l'utilisation malveillante des réseaux sociaux.

Alerte sur les cybercrimes

L'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication énumère plusieurs types de cybercrimes. Entre autres, le scamming, qui se manifeste par des arnaques réalisées principalement au moyen de l'Internet. Ce type de cybercrime, qui représente environ 80% des cas de cybercriminalité, a entraîné des dommages estimés à 7 milliards depuis 2010. L'usurpation d'identité sur les réseaux sociaux. L'Antic a observé une prolifération de faux comptes usurpant les identités des hautes personnalités. Ces faux comptes sont utilisés par des cybercriminels pour extorquer de l'argent aux usagers, en leur promettant des emplois ou l'attribution des Marchés publics. Depuis 2018, l'Antic a détecté 5113 faux comptes, dont près de 80% ont été supprimés... Aussi, il existe le skimming : il s'agit d'une technique de fraude à la carte bancaire. Ce type de cybercrime représente moins de 1% des cas de cybercriminalité, mais cause des dommages très importants. Une attaque de ce type avait entraîné des pertes de plus de 3 milliards à une banque locale en 2010.

Esther Fossi

COMPÉTITION

Energy Clever représentera le Cameroun à la finale de l'EDF Pulse Africa à Paris

La start-up de l'ingénieure Naomi Dinamona a été choisie parmi 8 entreprises qui ont été auditionnées à Douala le 19 octobre 2021.

Une solution qui vise à réduire le niveau de consommation énergétique de ses utilisateurs et le niveau de leurs dépenses, pour une utilisation durable et responsable. C'est avec cette initiative que Naomi Dinamona s'est démarquée face à ses concurrents le 19 octobre dernier à Douala. Energy Clever va donc représenter le Cameroun lors de la grande finale qui aura lieu le 2 décembre 2021 à Paris. 12 candidats venus des autres pays africains y prendront part.

Par ailleurs, la start-up Bleaglee de Juvenile Ngum Ngwa qui vise à réduire le coût énergétique des ménages à l'aide d'un réchaud solaire à faible coût a remporté le Prix coup de cœur. Aussi, Energya de Soukaïna Boubou Dalil a reçu le Prix Coup de pouce. Sa start-up travaille à rendre

accessible aux ménages des zones rurales les énergies renouvelables à bas coûts. Il s'agit d'un système d'installation hors-réseaux de plaques solaires pour foyers en zone rurale avec un modèle économique de paiement au fur et à mesure.

A noter que, la finale d'EDF Pulse Africa n'est pas étrangère aux jeunes pousses camerounaises. En 2019, Triomphant Tchulang a reçu le Prix coup de cœur avec sa start-up Clean Energy Services, qui commercialise des solutions de production d'électricité Off-Grid destinées à alimenter au solaire des congélateurs et réfrigérateurs sur des sites isolés. Toujours en Coup de cœur, c'était au tour de Flavien Kouatcha avec Save Our Agriculture en 2018. Le troisième Prix 2017 de ce concours a été attribué à Yann Nkengne avec sa start-up EduAir.

Pour rappel, créé en 2017, le challenge EDF Pulse Africa vise à soutenir la dynamique entrepreneuriale en Afrique avec deux objectifs principaux : identifier des partenaires potentiels en dénichant les pépites



Le challenge EDF Pulse Africa vise à soutenir la dynamique entrepreneuriale en Afrique

technologiques du continent, et soutenir l'innovation en associant les entrepreneurs locaux au développement d'offres innovantes répondant aux défis énergétiques actuels de l'Afrique.

Esther Fossi

COOPÉRATION COMMERCIALE

Le Cameroun invite la Grande Bretagne à étendre son déploiement vers de nouveaux secteurs

Entre autres, le renforcement de la production de la banane, la transformation du coton et le commerce électronique.

La relation entre les deux Etats est vieille de près de 60 ans. En vue de la renforcer, Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce, a reçu en audience Dennys-McClure, Haut-commissaire de Grande Bretagne au Cameroun, le 19 octobre 2021. Il était question au cours de la rencontre de revisiter la coopération commerciale entre ces pays et de penser les nouveaux axes, surtout après le départ du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE) en fin 2020.

Le Cameroun et la Grande Bretagne envisagent d'aller plus loin, selon des sources au ministère du Commerce. Si Dennys-McClure a souligné l'intérêt de son pays pour le développement des produits tels que le cacao et le poivre de Penja, le Mincommerce quant à lui pense que l'intérêt de la Grande Bretagne devrait s'étendre à d'autres secteurs notamment le commerce électronique, la transformation du coton, le renforcement de la production de la banane, entre autres. Non sans mentionner que les deux parties doivent « élaborer une nouvelle stratégie pour préserver les avantages que le Cameroun avait sur le marché britannique ». Luc Magloire Mbarga Atangana sou-



haite par ailleurs, voir les entreprises britanniques s'installer au Cameroun, afin de produire localement en vue de conquérir et de bénéficier de nouvelles opportunités qu'offre la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Un nouvel accord pour donner le ton

Albert NJOTEH Fotabong, Haut-Commissaire du Cameroun au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et Ranil Jayawardena, Sous-Secrétaire d'Etat Parlementaire au ministère britannique du Commerce Internatio-

Les deux parties doivent « élaborer une nouvelle stratégie pour préserver les avantages que le Cameroun avait sur le marché britannique.

nal, ont procédé à la signature d'un Accord de partenariat économique bilatéral (APE) entre les deux pays, le 9 mars 2021.

Au ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), l'accord s'inscrit dans la continuité des relations commerciales qu'entretenaient déjà le Cameroun et le Royaume-Uni dans le cadre de l'APE bilatéral Cameroun-Union Européenne et permettra aux deux pays de poursuivre sereinement les échanges commerciaux après la sortie du Royaume Uni de l'UE, le 31 décembre 2020. Concrètement, avec cet accord, « le Cameroun continuera de bénéficier d'un accès préférentiel sans droit de douane et sans contingentement pour la totalité de ses produits sur le marché britannique. Il permet en outre, sur le plan diplomatique, de sauvegarder les liens historiques entre le Cameroun et la Grande Bretagne », précise-t-on au Minepat.

En matière de commerce, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord couvrent une enveloppe de plus de 145 milliards FCFA avec le Cameroun. En exportation, les produits échangés sont le pétrole brut, la banane, le cacao, le bois et ses produits dérivés contre les produits manufacturés, tels que les machines et appareils mécaniques et électriques, les véhicules et autres produits pharmaceutiques, dans le registre des importations.

Julie Bilo'o Lindjeck

ACCOMPAGNEMENT

Un appui pour les cacaoculteurs dans le Sud

Des planteurs ont récemment reçu du petit matériel du Minader, à Mengong et Ngoulémakong.

L'acte fait suite aux incendies qui ont ravagé les champs de nombreux planteurs de cacao dans la région du Sud. Des engrais, du petit matériel agricole ainsi que les produits phytosanitaires ont ainsi été remis à une soixantaine de cacaoculteurs dans les localités de Mengong et Ngoulémakong, le 12 octobre dernier.

D'après le Quotidien national Cameroon Tribune, édition du 18 octobre 2021, au mois de février de l'année en cours, la grande sécheresse a fait décimer plus de 105 hectares de terre occupée. Des cacaoculteurs qui n'avaient pour seule source de revenu que leurs plantations avaient ainsi tout perdu. Pour leur redonner du sourire, le ministère de l'Agriculture et

du Développement Rural a pensé à leur apporter un soutien matériel, afin de les encourager à se relancer. Le kit était constitué de machettes, gants, casques, brouettes, porte-tout, des pulvérisateurs et autres atomiseurs.

Outre le Sud, la région du Centre a également été victime de sécheresse. A cause de la crise sécuritaire dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, le Centre est devenu le premier bassin de production de cacao du Cameroun. L'année en cours lui a malheureusement été difficile à cause d'une violente sécheresse qui a asséché des hectares de plantations de cacao. En effet, le soleil ayant touché les premières fleurs ne leur a pas permis d'atteindre la maturité.

D'après les experts, les dernières années ont été marquées par une perturbation des saisons sèche et pluvieuse. Ce qui affecte la culture du cacao qui a un cycle à la fois long



Le kit était constitué de machettes, gants, casques, brouettes, porte-tout, des pulvérisateurs et autres atomiseurs.

et complexe et dont les irrégularités climatiques peuvent être fatales. Dans le Sud, Clémentine Ananga Messina, ministre délégué auprès du Minader, a demandé aux planteurs de changer les méthodes culturales. Le tout, dans la perspective de relancer l'économie dans cette région.

Julie Bilo'o Lindjeck

RÉGLEMENTATION DES CHANGES

Les sociétés extractives appelées à se conformer dès janvier 2022

Si elles ne se mettent pas à jour jusqu'à la date sus évoquée, les compagnies pétrolières et minières s'exposent aux sanctions administratives et pécuniaires prévues par la réglementation.



A partir du 1er janvier 2022, tous les agents économiques en activité dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) devront se conformer à la réglementation des changes en vigueur depuis mars 2019 sous peine de sanctions. C'est du moins la décision qu'a prise le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (Beac), Mahamat Abbas Tollu à l'issue de la rencontre tenue à Washington D.C aux USA dans le cadre d'une table ronde avec les entreprises opérant dans le secteur extractif de la sous-région. C'était le 14 octobre 2021.

Cette rencontre fait suite à celle du 18 octobre 2018 à Washington au cours de laquelle le gouverneur avait été ferme avec ces différentes entreprises implantées dans la Cemac sur la mise en œuvre de ce règlement. Cependant, les orientations

des chefs d'Etats des six pays de la Cemac prescrites à l'issue de leur sommet extraordinaire du 18 août dernier d'appliquer de manière équitable la réglementation des changes à tous les agents économiques confortent du reste cette position prise par la Beac.

Il est donc indiqué que si elles ne se mettent pas à jour jusqu'à la date sus évoquée, les compagnies pétrolières et minières s'exposent aux sanctions administratives et pécuniaires prévues par la réglementation.

Ils ont formulés des propositions concrètes sur certains points d'application de la réglementation des changes qui feront l'objet des discussions prévues à Paris en France le 25 octobre prochain.

niaires prévues par la réglementation. Il s'agit entre autres d'une amende de 10% pour non rapatriement par les agents économiques des recettes d'exportations, non domiciliation des opérations d'exportation. La suspension de l'ensemble des opérations des contrevenants est également prévue pour une durée allant de 1 à 9 mois. Et pour les banques, la non-rétrocession de devises de leurs clients à la Banque centrale est passible d'une amende de 5% du montant des devises non rétrocédées.

Au cours des échanges, les représentants de l'industrie ont marqué leur disponibilité de travailler avec le régulateur dans un cadre opérationnel qui soit compatible avec les objectifs de stabilité extérieure et de croissance économique de la Cemac et aux meilleures pratiques de transparences des financiers. Dans ce consensus, ils ont formulés des propositions concrètes sur certains points d'application de la réglementation des changes qui feront l'objet des discussions prévues à Paris en France le 25 octobre prochain.

Josiane J. Ondomboe

CHANTIERS ÉCONOMIQUES

Le Groupe Société générale réaffirme son soutien au Cameroun

Laurent Goutard, directeur international des réseaux bancaires du Groupe français en Afrique a été reçu en audience le 19 octobre 2021, par le Ministre des Finances, Louis Paul Motaze.

Le Groupe Société générale, réitère son engagement à soutenir l'Etat du Cameroun dans ses grands chantiers économiques et infrastructurels. C'est ce qui ressort entre autres de la rencontre entre Laurent Goutard et Louis Paul Motaze.

Au cours de l'audience à lui accordé, Laurent Goutard a indiqué que l'objet de la visite était de réitérer les ambitions du Groupe Société générale à soutenir tous les projets en cours au Cameroun. « Nous sommes venus exprimer au ministre notre volonté de continuer à accompagner l'économie camerounaise, les clients camerounais en l'occurrence, les entreprises et les particuliers, mais aussi montrer la dévolution managériale

de la banque ces derniers mois qui place encore plus l'Afrique au centre du Groupe Société générale », a déclaré Laurent Goutard.

Le Groupe Société générale a travaillé avec le Cameroun sur des opérations extrêmement significatives notamment sur le dernier Eurobond du mois de juin 2021 qui a été un succès. A cela peut s'ajouter la participation à la restructuration de la Sonara, le développement de la Cimencam, les projets d'assainissement d'eau potable, sans oublier le financement des projets infrastructurels à l'instar du financement du barrage de Nachtigal.

Concernant la filiale du groupe français au Cameroun (Société générale Cameroun), elle se positionne parmi les principales banques qui accompagnent les agents économiques à fructifier leurs activités. Pour l'année 2020, le Groupe a octroyé 802 milliards de FCFA de crédit se distinguant comme leader sur ce segment



Le Groupe Société générale a travaillé avec le Cameroun sur des opérations extrêmement significatives notamment sur le dernier Eurobond du mois de juin 2021 qui a été un succès.

d'activité avec 19,2% de part de marché. A travers une approche de financements diversifiée, cette banque apporte son appui au développement des projets publics privés, dans les domaines aussi variés que l'énergie, les transports, les finances publiques, l'agro-industrie.

Josiane J. Ondomboe

Les planifications des ressources d'entreprise (PRE) basées sur le cloud sont la passerelle vers une transformation numérique réussie pour les PME

Flux constant, incertitude et perturbation numérique sont les caractéristiques de la société d'aujourd'hui. Pour naviguer dans ce paysage imprévisible, les entreprises doivent être agiles, car répondre à des besoins en constante évolution de manière plus efficace, rapide et rentable est ce qui permet de façonner le succès.

L'agilité consiste à acquérir un avantage concurrentiel. Il s'agit de renforcer la capacité d'une entreprise à « répondre à son environnement opérationnel en évolution et à en tirer parti », explique Deloitte. Pour McKinsey, devenir agile nécessite un changement de paradigme dans lequel business et technologie ne sont plus séparés : il s'agit d'une transformation digitale.

La technologie cloud a sans doute joué le rôle le plus crucial pour aider les entreprises à se transformer numériquement afin qu'elles restent pertinentes sur le marché. En effet, l'adoption du cloud s'est accélérée lors des blocages induits par la pandémie qui ont vu les entreprises se démermer pour mettre en œuvre le télétravail. Adopter le cloud permet bien plus que cela, même s'il faut noter que l'avenir du travail exige que les entreprises fassent preuve de flexibilité en matière de lieu où elles opèrent avec des configurations de travail hybrides. Utilisée de manière stratégique, l'adoption du cloud jette les bases et le développement de l'agilité de l'entreprise. C'est la passerelle vers la transformation numérique, dans laquelle les entreprises agiles peuvent s'attendre à voir une moyenne de 30 pour cent d'augmentation de l'efficacité, de la performance opérationnelle, de l'engagement des employés et, par conséquent, de la satisfaction des clients.

Une enquête sur la Revue de Harvard business menée au début de l'adoption du cloud avait déjà mis en évidence la capacité du cloud à accroître l'avantage concurrentiel ; ce que 74 % des entreprises interrogées avaient expérimenté. Grâce aux améliorations apportées à cette technologie habilitante au fil des ans, les arguments en faveur de l'utilité du cloud pour les entreprises ne sont que renforcés. Un domaine où il est le plus transformateur est la gestion d'entreprise, qui est au cœur du processus décisionnel de toute entreprise.



Les économies de coûts et les gains de productivité sont essentiels, mais ce qui est particulièrement avantageux pour les petites entreprises, c'est de pouvoir ajuster les besoins opérationnels.

La migration de la gestion d'entreprise vers le cloud supprime les obstacles

Pour que la prise de décision soit agile, vous avez besoin d'une vue d'ensemble unifiée des opérations commerciales. Un système de planification des ressources d'entreprise (PRE) basé sur le cloud offre cela. Il connecte les branches précédemment cloisonnées des opérations d'une organisation (de la comptabilité à la gestion des entrepôts, etc.) de manière sécurisée et consolidée pour fournir à une entreprise des informations de bout en bout à l'échelle de l'entreprise. C'est l'avenir des opérations rationalisées.

La centralisation des solutions de gestion d'entreprise sur le cloud présente à la fois des avantages en termes de réduction des coûts et de croissance dont peuvent bénéficier les entreprises de toutes tailles. Cependant, avec de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) fonctionnant avec des budgets plus serrés, avec moins de capital, dans un environnement de plus en plus concurrentiel, les mérites du déploiement d'une PRE basée sur le cloud sont particulièrement pertinents.

Certains des problèmes auxquels les PME sont confrontées avec les PRE sur site incluent le coût et le temps nécessaires pour mettre à jour manuellement le système afin de garantir la mise à jour des données et le maintien de la sécurité ; les implications financières de la mise à l'échelle, si nécessaire, en cas de croissance de l'organisation ; et les besoins en personnel et le coût de ceux-ci pour superviser et soutenir le système. Ces barrières sont levées lorsqu'une PRE est migrée vers le cloud et gérée par un fournisseur de services expert et de confiance qui peut fournir une assistance 24h/24.

Le témoignage de ceci est une étude internationale menée l'année dernière par Forrester. Cette étude a examiné l'impact économique pour une entreprise lors de la migration vers le cloud de Microsoft Dynamics 365 Business Central, qui est une solution complète de gestion d'entreprise. Les résultats montrent que le besoin d'embaucher du nouveau personnel a été réduit de 10 %, tandis que le flux des opérations s'est amélioré de 8 %. En moyenne, des économies de près de 85 000 \$ ont été réa-

lisées pour de nombreuses raisons : moins de personnel de soutien était nécessaire ; les droits de licence et les infrastructures ont été réduits ; et les rapports tiers pouvaient être remplacés par des rapports internes plus granulaires tirant parti des fonctionnalités supplémentaires de Microsoft.

Les avantages non quantifiés par l'étude, néanmoins importants, comprenaient une rationalisation supplémentaire des opérations grâce à une intégration facile avec d'autres solutions Microsoft et une visibilité en temps réel des données et des mesures commerciales clés permettant une prise de décision proactive et efficace à l'aide de rapports complets en temps réel, d'analyses intégrées et d'informations basées sur l'IA.

Un article de blog d'Artsyl récent met en évidence un autre avantage crucial : la fiabilité d'une PRE basée sur le cloud en termes de connectivité continue. Artsyl note que les entreprises utilisant « les principaux fournisseurs basés sur le cloud bénéficient d'une disponibilité de 99,98 % », ainsi que d'une « augmentation de 30 à 40 % de la productivité ». La productivité accrue peut être attribuée, en partie, à une connectivité fiable.

Les PME sont sur un pied d'égalité

Pouvoir accéder au même type de capacités de PRE que les grandes entreprises, sans avoir besoin d'investir une grosse somme d'argent pour une infrastructure sur site et des équipes informatiques spécialisées, est une aubaine pour les PME, en particulier dans le climat économique actuel.

Les économies de coûts et les gains de productivité sont essentiels, mais ce qui est particulièrement avantageux pour les petites entreprises, c'est de pouvoir ajuster les besoins opérationnels. Grâce à une PRE basée sur le cloud, une PME peut évoluer relativement rapidement en fonction des besoins opérationnels ou budgétaires. En d'autres termes, cette solution peut évoluer ou se contracter avec l'entreprise, ce qui est important en période de flux où l'agilité est requise.

Par Maher Al-Khaiyat, directeur régional des applications commerciales pour Microsoft MEA



COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Agence de Promotion des Investissements (API) informe les opérateurs économiques nationaux qu'une mission économique industrielle brésilienne séjournera au Cameroun à Yaoundé et Douala du 23 au 30 Octobre 2021. A cette occasion, il est prévu des rencontres d'Affaires (B2B, B2C et B2G) dont les centres d'intérêts sont les suivants :

- Energie solaire,
- recyclage des déchets plastiques,
- Agro-Industrie,
- Production de calcaire et de fertilisants,
- Production de semences et engrais,
- Biotechnologie,
- distribution des bus,
- BTP,
- Equipements médicaux.



Contacts : 698 913 469/ 699 620 274/ 695 747 084